









5.4 Votre entreprise a-t-elle relevé des risques pour l'intégrité et les droits de la personne associés à sa chaîne d'approvisionnement en relation avec des projets à Cuba? Dans l'affirmative, veuillez fournir des détails.

Oui

Non



- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">a) noms, titre et citoyenneté de toutes les personnes engagées en tant qu'agents, représentants et/ou intermédiaires tiers dans des projets à Cuba et comment votre entreprise leur a été présentée. Si l'agent est une société, veuillez fournir son adresse;b) si l'agent, le représentant et/ou l'intermédiaire tiers est une personne morale de moins de 10 salariés, joindre les noms, titres et nationalité de tous les propriétaires, administrateurs et salariés;c) copie du contrat entre votre entreprise et l'agent;d) description détaillée des activités que l'agent fournira en faveur de votre entreprise;e) commission/honoraires que l'agent recevra pour ses services;f) copie du rapport des activités de diligence raisonnable fondée sur le risque exécutées en lien avec l'agent (le cas échéant); | |
|---|--|

7.4 Votre entreprise est-elle dotée d'une politique et/ou de processus écrits concernant le recours à des agents, à des représentants et à des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire?

Dans l' ***affirmative***, veuillez joindre un exemplaire de la politique et expliqueraft 0 -1.307 (i)-9 (v)-230.485.78 dw 263 (ffi)-9 (r)-(1.7 (r



8.3 Existe-t-il une prime ou un programme d'incitation pour les cadres supérieurs, les gestionnaires ou les employés du fournisseur en lien avec les projets à Cuba? Si <i>oui</i> , veuillez fournir des détails.	Non Oui/Pièce jointe
8.4 Des intermédiaires tiers ont-ils été requis ou recommandés par l'acheteur? Si <i>oui</i> , veuillez fournir des détails.	Non Oui/Pièce jointe
8.5 Veuillez fournir les qualifications de fond de tous les intermédiaires tiers qui entreront en contact avec des agents publics étrangers.	S. O. Pièce jointe

Section 9 – Certificat de conformité

Le présent certificat constitue un document auquel la CCC peut se fier pour conclure une entente exécutoire avec un acheteur.

Je suis un cadre supérieur de l'entreprise et, à ce titre, j'atteste, au meilleur de mes connaissances, et après avoir effectué des vérifications raisonnables, que les réponses figurant dans le présent questionnaire sont fidèles et exactes à tous les égards importants.

J'ai pris connaissance du document [Intégrité – Formulaire de déclaration](#) et de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) de Services publics et Approvisionnement Canada, et je confirme que notre entreprise ne serait pas déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou un accord immobilier avec le gouvernement fédéral.

J'ai examiné et compris que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles coopéreront de bonne foi avec les instances devant tout [Point de contact national \(PCN\)](#) pour les [Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#) qui comprennent une demande d'examen qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et je comprends que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes œuvrant à l'extérieur du Canada coopèrent de bonne foi aux procédures devant [l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises \(OCRE\)](#) concernant une plainte qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et compris [le Code pour les exportateurs](#), j'accepte les principes et j'assurerai son application dans nos opérations. Nous comprenons que nous avons la responsabilité de divulguer toute préoccupation concernant une éventuelle violation du Code pour les exportateurs par le biais du mécanisme de divulgation décrit dans le présent document.

Nous comprenons que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles prennent toutes les mesures possibles pour respecter la législation canadienne en matière de travail forcé et de chaînes d'approvisionnement.

À l'exception des événements divulgués à la section 4.1 de ce questionnaire, ni l'entreprise ni une société affiliée, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, n'a participé, ni participera, à des activités illégales aux yeux d'aucune loi, notamment le *Code criminel du Canada* et la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou des lois semblables d'autre pays.

À l'exception des événements divulgués à la section 4.1 de ce questionnaire, ni l'entreprise, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou a reçu un verdict de culpabilité devant tout tribunal, ou s'est fait imposer des mesures administratives connexes par une instance publique, pour cause de pratiques d'affaires contraires à l'éthique.

Suivant la [politique sur la transparence et la responsabilisation](#) de la CCC, dans l'éventualité qu'un contrat principal résulte des efforts conjoints des parties, la CCC cherchera à obtenir le contentement de l'acheteur étranger et du fournisseur afin de divulguer les informations suivantes liées aux transactions de ventes à l'exportation consenties par la CCC:

- Nom du fournisseur;
- Destination des biens et services;
- Description générale des biens et services;
- Valeur de la transaction parmi un écart de valeurs.



La CCC reconnaît que la divulgation d'informations liées aux transactions avec le Cuba pourrait exposer des sociétés